

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule Risques Accidentels Risques Chroniques

Rodez, le 15/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **SAS SOLEVIAL (site de Villefranche de Rouergue)**

ZI  
Avenue des Gravasses  
12200 VILLEFRANCHE DE ROUERQUE

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2022 dans l'établissement SAS SOLEVIAL implanté ZI Avenue des Gravasses 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERQUE. L'inspection a été annoncée le 12/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle des installations classées. Elle permet également de faire un point sur les nouvelles prescriptions applicables à partir du 04/12/2023 suite à la procédure de réexamen IED (Meilleures Techniques Disponibles des industries agroalimentaire et laitière) qui s'est clôturée le 16/11/2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS SOLEVIAL / VdR
- ZI Avenue des Gravasses 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERQUE
- Code AIOT dans GUN : 0006803659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non
- Directive IED : oui

La société SOLEVIAL est une filiale du groupe aveyronnais UNICOR. Elle est reconnue comme étant l'un des piliers de l'alimentation animale de la région.

SOLEVIAL regroupe 77 salariés répartis sur 5 sites de fabrication dont celui de Villefranche de Rouergue (siège social, 30 salariés) et de Montbazens (19 salariés), tous deux soumis à la directive IED pour la rubrique 3642. En 2019, la société a commercialisé 250 000 tonnes d'aliments pour animaux de ferme pour un chiffre d'affaires d'environ 79 millions €. La moitié des volumes de vente sont produits sur son site de Villefranche de Rouergue.

Le site est implanté dans la zone industrielle des Gravasses sur le territoire de la commune de Villefranche de Rouergue. Il couvre une superficie d'environ 19 500 m<sup>2</sup> et l'on peut y accéder à partir des routes départementales 47 et 922. Il regroupe les activités suivantes :

- production d'aliments composés conventionnels sous forme de granulés, vermicelles, miettes, farines conditionnées en sac (10%) ou pour des livraisons en vrac (90%). Les livraisons vrac sont

opérées par des sociétés de transport privées dont les contrats de prestation sont établis annuellement.

- distribution via le stockage et la revente de produits conditionnés.

Les activités sont couvertes par la certification RCNA-Oqualim et la démarche Socle Technique Nourri sans OGM.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prélèvements et consommations d'eau
- Prévention du risque de pollution des eaux
- Prévention de la pollution atmosphérique
- Prévention des risques technologiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prélèvements et consommations en eau	AP Complémentaire du 05/06/2012, article 2	/	
Prévention du risque de pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 4.3.9	/	
Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 05/06/2012, article 2	/	
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 8.1.7	/	
Rejets atmosphériques (chaudière gaz)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	/	
Contrôle installation électrique	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.3.3	/	
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.6.2	/	
Contrôle installation foudre	AP Complémentaire du 05/06/2012, article 2	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement n'a relevé aucune non-conformité.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Prélèvements et consommations en eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2012, article 2			
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 4.1.1 'Origine des approvisionnements d'eau' est modifié comme suit : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :			
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle (m3/an)	Débit maximal	
		Horaire (m3/h)	Journalier (m3/h)
Réseau public	6700	3,3	26
Eaux souterraines	900	5	40
<b>Constats :</b> L'eau est essentiellement utilisée pour la production de vapeur via une chaudière gaz. Sur l'année 2020, la consommation s'élevait à 6111 m <sup>3</sup> . Sur les 6 dernières années, la consommation d'eau sur le réseau public n'a dépassé qu'une seule fois la valeur maximale autorisée fixée à 6700 m <sup>3</sup> /an (7390 m <sup>3</sup> en 2018). L'inspection constate, en accord avec l'exploitant, que cette prescription est adaptée au besoin de l'installation et qu'il n'est pas nécessaire à ce jour de relever ce seuil.  Par courrier en date du 08/11/2021, l'exploitant a informé la préfecture de l'arrêt définitif du prélèvement d'eau d'origine souterraine depuis 2016. Cette modification sera prise en compte par l'inspection dans le cadre d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

**Nom du point de contrôle :** Prévention du risque de pollution des eaux**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 4.3.9**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètre	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MEST	200	100
DCO brute	600	300
DBO <sub>5</sub> brute	200	100
Phosphore total	20	10
Azote total	60	30
Hydrocarbures totaux	10	5

**Constats :** Même si l'AP d'autorisation ne fixe pas de fréquence de surveillance, une mesure des rejets des eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbures est effectuée tous les 3 ans par un organisme agréé.

L'inspection constate que les dernières analyses réalisées par Aveyron Labo ne révèlent aucun dépassement des valeurs limites d'émission, que ce soit pour les hydrocarbures (analyse du 14/10/2020) ou pour les autres macropolluants (analyse du 09/11/2020). Le prochain contrôle est prévu pour fin 2023.

L'inspection constate que le séparateur est régulièrement vidangé et nettoyé.

**Observations :** Le bordereau de suivi des déchets (BSD) en date du 06/08/2020 n'est pas correctement renseigné (notamment la rubrique déchet et la quantité estimée).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Rejets atmosphériques**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/06/2012, article 2**Prescription contrôlée :**

L'article 8.1.6 : valeurs limites et conditions de rejets est modifié comme suit :

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 20 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières (Annexe 4).

**Constats :** Les dernières mesures des rejets de poussières ont été réalisées par l'APAVE le 12/10/2020 au niveau des lignes de presse, de l'aspiration VRAC, des fosses de réception et du broyeur. L'inspection constate que les concentrations sont nettement inférieures à la valeur réglementaire fixée à 20 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'inspection rappelle à l'exploitant que la valeur limite d'émission des poussières sera abaissée à 10 mg/Nm<sup>3</sup> pour les unités de broyage existantes à partir du 04/12/2023 suite à la dernière parution des Meilleures Techniques Disponibles pour l'industrie agroalimentaire et laitière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 8.1.7
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 8.1.5 doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'Environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les mesures sont réalisées par un organisme agréé (APAVE) tous les 3 ans au niveau des différents points de rejets : aspiration VRAC, fosses de réception, lignes de presse, broyeur.  L'inspecteur rappelle à l'exploitant que les mesures de poussières devront être effectuées tous les ans à partir du 04/12/2023 suite à la parution des Meilleures Techniques Disponibles pour l'industrie agroalimentaire et laitière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Rejets atmosphériques (chaudière gaz)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières. (...) III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : (...) - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 2 MW, à compter du 1er janvier 2030.  - NOx : 150 mg/Nm <sup>3</sup> - CO : 100 mg/Nm <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> La dernière campagne de mesures des rejets atmosphériques de la chaudière vapeur a été réalisée par l'APAVE le 09/12/2021. L'inspection constate l'absence de non-conformité, les concentrations mesurées en CO et NOx étant largement inférieures aux valeurs limites d'émission (VLE). A noter que ces VLE sont des valeurs indicatives (jusqu'au 01/01/2030).  L'inspection remarque que la vitesse d'éjection mesurée des gaz est bien supérieure à 5 m/s conformément à l'article 6.2.3 de l'AM du 03/08/2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.3.3
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'installation électrique est contrôlée annuellement par l'APAVE par le biais : - du rapport de vérification des installations électriques (Q18) ; - du compte-rendu de contrôle par thermographie infrarouge (Q19).  Le dernier rapport de vérification Q18 en date du 18/10/2021 mentionne l'absence de risques d'incendie ou d'explosion. Le rapport complet de vérification associé (code du travail) fait état de 15 observations.  Par courriel en date du 09/02/2022, l'inspection constate que l'exploitant met systématiquement en place une démarche corrective.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.6.2
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les extincteurs et RIA sont contrôlés annuellement par la société SICLI. La dernière vérification a été réalisée le 23/09/2021. L'inspection constate que le registre de sécurité est correctement renseigné. Les systèmes de détection automatiques incendie et gaz sont vérifiés régulièrement par une entreprise agréée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Dispositifs de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2012, article 2
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'article 7.3.4 : Protection contre la foudre est modifié comme suit :</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, modifié par l'arrêté du 19 juillet 2011, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent.</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Les dispositifs de protection doivent être vérifiés selon les dispositions en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée par un organisme agréé en juin 2011 puis actualisée en février 2014 suite à une extension du site. L'étude technique a également été effectuée en février 2014. Conformément à la réglementation, l'exploitant procède à la vérification complète de ses dispositifs de protection tous les 2 ans et à la vérification visuelle tous les ans.</p> <p>L'inspection constate que les dernières vérifications ont été réalisées par la société BCM Foudre en date du :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 04/11/2020 pour la vérification complète ;</li><li>- 08/09/2021 pour la vérification visuelle.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite